Débat d'orientations budgétaires 2025
Conseil municipal du 27 janvier 2025

Intervention de Monsieur le Maire

Chers collègues,

Pour la seconde année consécutive, nous avons été contraints de reporter en début d'année ce débat d'orientations budgétaires et le vote du budget communal.

C'est une nouvelle illustration des difficultés lourdes qui entourent cet exercice annuel ô combien important.

Je remercie Marc Guérin pour cette présentation, Sandrine Lo Fong, directrice générale et le service des finances pour la rédaction de ce rapport d'orientations budgétaires précis et détaillé qui nous fournit des éléments précieux afin de constituer notre budget.

Un budget communal qui comme tous les budgets des collectivités locales, c'est toujours utile de le rappeler, est soumis à l'obligation d'équilibre et dans lequel les emprunts ne peuvent servir qu'au financement des investissements et non au fonctionnement courant.

Ce qui n'est pas le cas du budget de l'État qui se trouve en déficit et dont les emprunts servent à cofinancer le fonctionnement.

Il est donc faux de considérer, comme tente régulièrement de le faire croire les ministres de l'économie pour chercher à se dédouaner de leurs propres responsabilités, que les collectivités locales concourraient au déficit public et à la dette contractée par l'État.

Au contraire, les budgets des collectivités contribuent aux richesses produites par les investissements qu'ils portent, et qui sont autant d'heures de travail pour les artisans et les entreprises, l'activité économique, l'emploi.

Quant aux services et aux politiques publiques que nos budgets financent, ils constituent tout autant des richesses qui quant à elles n'ont pas de prix, puisqu'elles participent à la qualité de vie, elles soutiennent le pouvoir d'achat, elles organisent les solidarités, elles servent le bien vivre ensemble et l'attractivité du territoire.

Mais, elles viennent aussi, et de plus en plus, tenter de combler les défaillances et les carences de l'État qui, sous l'impulsion de tous les gouvernements depuis 20 ans, diminue le niveau et la qualité des services publics.

C’est particulièrement vrai dans les secteurs de la santé et du logement.

Toutes ces raisons factuelles sont amplement suffisantes pour que les communes puissent être respectées et accompagnées au bon niveau, leur capacité à agir encouragée, leur capacité à investir soutenue.

Or depuis Hollande, c’est tout le contraire qui se produit.

Nos budgets sont sous tension parce que l’on vient nous faire les poches.

Vous connaissez le coût pour Gonfreville de cette politique anti-communale de nos gouvernants : 20 Millions en moins sur 10 ans, 2 Millions en moins en moyenne par an.

Chaque projet de loi de finances de l’État, plutôt que d’investir, de soutenir les collectivités locales, vient nous affaiblir encore un peu plus.

Nous subissons la même logique d’austérité que celle infligée aux services publics d’État.

Le gouvernement Barnier avait fixé la nouvelle sanction à 5 Milliards, 5 Milliards en moins sur nos budgets.

Rien que pour cela, il méritait de tomber.

Mais le suivant, celui de Bayrou, tout en diminuant la dose d’austérité à 2,2 Milliards, reste dans la même logique alors que justement, en parlant de logique, nos budgets devraient bénéficier de hausses des dotations ne serait-ce que pour compenser l’inflation.

Le Ministre Rebsamen ose parler d’une reconnaissance du rôle singulier des collectivités locales pour défendre ces 2,2 Milliards de coupes supplémentaires.

Et encore rappelons bien également, que l’affaiblissement de nos ressources ne s’explique pas seulement par les politiques de dotations et de compensations de l’État en direction des collectivités locales.

Elle s’explique aussi par les décisions gouvernementales de nous supprimer nos leviers de financement. Ceux qui ne dépendaient pas des décisions gouvernementales justement, mais des décisions du Conseil municipal souverain à travers les taux que nous fixions sur la fiscalité locale. Or désormais, il n’y a plus de Taxe Professionnelle, plus de Taxe d’Habitation, mais par contre des exonérations de taxes foncières pour les plus grandes entreprises qui sont autant de recettes en moins.

Dans ce contexte, il nous faut réagir bien sûr, résister, et nous l’avons encore fait en fin d’année avec les campagnes de mobilisations nationales relayées sur notre commune, ou encore à travers l’action de nos parlementaires.

Mais il nous faut aussi faire des choix, des choix politiques douloureux pour gérer les conséquences de la pénurie de moyens.

Nous avons décidé, collectivement, de ne pas répercuter nos baisses de moyens sur le niveau de service en vigueur sur notre commune. Pour l'éducation, l'enfance, la jeunesse, nos anciens, la culture, le sport, nous maintenons coûte que coûte un bon niveau de service et de politique publique.

Là où d'autres municipalités font le choix, ou n'ont pas d'autres choix, que de fermer des écoles pour les regrouper, des équipements sportifs ou culturels, en faisant payer les prestations logistiques aux associations, de réduire les offres de loisirs, de se limiter à 1 ATSEM par école, de répercuter l'intégralité de la hausse des prix sur leurs tarifs, ou encore de privatiser des services avec au passage une augmentation des tarifs pour les usagers.

Nous considérons que par les temps difficiles que vivent les familles, il faut laisser les moyens aux commune de demeurer à leur côté, pour les protéger, pour les préserver, pour leur faire bénéficier de services publics de qualité à tous les âges de la vie.

La municipalité a la farouche volonté de ne pas leur faire payer l'addition de politiques gouvernementales qui font déjà assez de mal comme ça.

Les tarifs municipaux sont réévalués annuellement des 2% habituels et au-delà l'augmentation des coûts résultant de l'inflation est pris en charge par le budget communal et non par l'usager.

Nous maintenons, sans les augmenter, les taux d'imposition que nous maîtrisons encore.

Ce choix politique assumé n'est pas sans conséquence puisqu'il fait supporter sur d'autres éléments budgétaires le poids des mauvais coups qu'il nous fait encaisser.

Ainsi, notre capacité d'investissements s'est fortement réduite et si nous ne renonçons à rien, il est vrai que nos projets prennent plus de temps à sortir, à être financé. Il nous faut les lisser dans le temps, quelquefois les redimensionner.

Notre capacité d'autofinancements s'est réduite.

Nous avons su compenser en partie les difficultés que nous rencontrons par une évolution bénéfique de l'organisation des services communaux.

Je dis bénéfique parce qu'elle permet aussi de répondre à de nouveaux besoins, à nous adapter à de nouveaux enjeux, je pense par exemple au soutien à la vie associative et à la citoyenneté, aux nécessités guidées par le développement durable qui sont aussi une source de réduction des coûts, ou encore à l'action sociale pour mieux accompagner les travailleurs modestes ou les familles monoparentales.

Nous avons engagé aussi un travail utile dans l'organisation budgétaire de la collectivité.

Avec la révision de procédures, la mise en place du Guichet unique pour les usagers, une recherche accrue de subventions publiques qui va désormais s'étendre aux grandes entreprises à travers le mécénat/partenariat.

Et nous avons renforcé l'expertise et ce que l'on appelle le mode projet au sein de l'administration municipale pour favoriser la réalisation de nos projets.

Cette année sera marquée par le lancement du projet d'habitat et de services sur le secteur René Cance, je l'espère par une avancée décisive dans le projet d'habitat Turgauville, mais aussi par la contractualisation avec la police rurale afin de bénéficier de ses services dans le domaine du respect du stationnement et dans celui de la lutte contre les incivilités environnementales.

C'est ainsi que le projet municipal validé par les électeurs en 2020 se poursuit malgré les difficultés et que la qualité de vie sur notre commune est préservée.

Nous dépasserons probablement l'année prochaine, un taux de réalisation total ou partiel de 90% des engagements pris en 2020.

Mais bonjour les efforts et l'énergie à déployer pour y parvenir.

Surtout quand il manque trop souvent à nos côtés, une Communauté Urbaine qui brille par son manque d'engagement sur notre commune et son irrespect des décisions et orientations prises localement.

- Transport en commun : l'offre de service s'est réduite ;
- Réseau d'éclairage public et d'assainissement : engagements pluriannuels non tenus ;
- Aménagement du parvis du collège : on essaye de nous en faire supporter la charge ;
- Dotation de solidarité intercommunale : gelée alors qu'elle est censée augmenter chaque année ;
- Projet de renaturation du Saint-Laurent : avance beaucoup trop péniblement ;
- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères en forte hausse alors que nous demandons un lissage sur 10 ans compensé par le budget communal.

Trop c'est trop, nous haussons le ton et renforçons la mobilisation pour que cela change, et vite.

Si nous sommes comptables devant nos concitoyens de la bonne gestion des deniers publics, et c'est le cas comme tous les indicateurs notamment ceux retenus pour fixer le taux de nos emprunts, continuent de le souligner, il n'en demeure pas moins que nous ne sommes pas des comptables ! Nous sommes des élus.

Ici, nous nous lutterons jusqu'au bout pour ne pas rogner sur les services publics de proximité en répercutant sur les habitants les conséquences des décisions prises ailleurs, par d'autres.

Il n’en demeure pas moins que la situation demeure préoccupante et qu’il nous faut veiller à trouver les solutions capables de limiter en dessous de 40 Millions nos dépenses annuelles de fonctionnement.

C’est ce que notre budget 2025 devra respecter, avec une évolution des dépenses de fonctionnement se situant dans la fourchette de la hausse prévisionnelle des prix : 1,5%.

Et ainsi disposer mécaniquement d’un taux d’autofinancement pour nos investissements au-dessus des 5 Millions.

C’est la condition pour poursuivre notre programme d’entretien et d’équipements.

Un programme d’investissement que nous devons contenir en dessous des 13 Millions pour notamment lancer le programme de reconstruction du centre de loisirs René Cance, les aménagements extérieurs du quartier Barbusse et de la promenade Mandela, terminer la reconstruction de l’équipement sportif du complexe Baquet, la relocalisation de la Maison des associations ou encore lancer la rénovation de l’office de l’école Langevin-Wallon.

Grâce à la mobilisation de tous au sein de la collectivité, nous allons y parvenir tout en continuant de revendiquer un changement salutaire de politique au niveau national.

Nos communes doivent avoir les moyens de remplir les missions et de décider localement des choix les plus utiles pour leurs administrés. C’est une question de démocratie.